

8 Société et Culture

Santé/Situation du Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL) au 31 août 2017

Un tableau plutôt sombre

Anita J. TSOUMBA
Libreville/Gabon

Le CHUL, conçu pour être le fleuron en matière de prise en charge médicale dans le pays, ne suit pas. Au cours d'une réunion mardi avec la ministre d'Etat en charge de la Santé, les équipes du Dr Baye ont été sommées de mettre de côté leurs ego et déposer, sous dizaine, une proposition visant à sortir l'hôpital général de sa situation actuelle.

LE ministre d'Etat en charge de la Santé publique, Denise Mekam'ne, a rencontré mardi dernier, au Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL), le directoire et l'ensemble du personnel d'encadrement (chefs de services, surveillants d'unités et majors) de la structure sanitaire. Réunion au cours de laquelle le directeur général, Dr Eric Baye, et ses collaborateurs ont présenté à la tutelle la situation de la structure et les difficultés qui minent son fonctionnement au 31 août 2017. Après la présentation de l'histoire de l'hôpital général de 1896 à ce jour, avec les différentes mutations, le Dr Eric Baye a exposé les problèmes qui minent le fonctionnement de la structure, le bilan financier et des recommandations et perspectives visant à améliorer la qualité de services. De cette photographie, l'on retiendra entre autres: une qualité

de soins et de l'accueil non optimale, une ressource humaine vieillissante qui manque en qualité et en formation (les ressources humaines rares et vieillissantes. La moyenne d'âge des personnels est d'environ 45-50 ans) ; saturation dans les services d'hospitalisation, à l'exemple de la maternité qui enregistre 27 accouchements par jour pour 70 lits.

En matière de plateau technique, le CHUL dispose d'équipements sophistiqués, mais qui manquent de maintenance appropriée (le cas de l'IRM). Un fonctionnement hybride où chacun fait sa loi. « Compte tenu des difficultés de trésorerie, l'établissement est en cessation de paiement. Il n'arrive plus à assurer la prise en charge correcte des malades. Dans ce contexte et en l'absence d'un règlement urgent de la dette, plus de deux milliards de francs au 31 août 2017 par la Cnamgs (Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale, ndlr), notre partenariat sera remis en cause. Pour équilibrer nos comptes, une révision de la nomenclature et de la tarification des actes s'impose, afin qu'elle corresponde aux coûts réels », a indiqué le directeur de l'hôpital.

DES BESOINS POUR 20 MILLIARDS DE FRANCS. Aussi, suggère-t-il que « pour un fonctionnement a minima du CHUL, les besoins estimés se chiffrent à 20 milliards répartis en plusieurs rubriques. »

Un tableau pas reluisant pour la nouvelle pa-



Photo : AJT

Le directeur général de CHUL, Dr Eric Baye (c) échangeant avec la ministre d'Etat en charge de la Santé Publique, Denise Mekam'ne.

tronne de la Santé, qui n'a pas pris des gants pour demander au directoire et à l'ensemble du personnel de l'ex-hôpital général de Libreville à

prendre leurs responsabilités et résoudre les différents problèmes, en interne, causes des dysfonctionnements qui ternissent l'image de

l'hôpital gabonais en général.

En outre, elle a sommé les dirigeants à déposer, sous dizaine, un rapport financier des états du CHUL à la date du 30 août, afin de rendre claire la gestion de la structure. « Je pense qu'au niveau des CHU, il y a un problème. A ce jour, et compte tenu de la crise qui prévaut, nous ne sommes pas à mesure de sortir 20 milliards, comme vous l'indiquez, pour résoudre les problèmes du CHUL. Ce n'est pas un ministère qui valide un budget. Vous avez un conseil d'administration. Il vous faut avoir des statuts (...). Nous savons qu'en interne, des décaissements se font, des

problèmes d'ego. Vous avez donc dix jours pour déposer sur ma table, votre proposition interne pour sortir l'hôpital de cette situation, avec ce que vous avez », a recommandé Denise Mekam'ne. Relevant, par ailleurs, que « le tableau dressé par la direction de l'hôpital n'est certes pas reluisant, du fait de la situation du pays. Ce qui n'est pas propre au Gabon. »

« Il n'y a pas de situation chaotique, il y a de l'espoir et, c'est cela que nous devons retenir », a conclu la ministre d'Etat. Non sans saluer l'engagement des personnels hospitaliers qui, malgré les difficultés rencontrées, reçoivent les usagers.

CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE



DIRECTION GENERALE
=====

COMMUNIQUE

**RELATIF A LA RECEPTION DES PIECES DE MAINTIEN DE DROIT
POUR L'EXERCICE 2017-2018**

La Direction Générale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) porte à la connaissance des assurés bénéficiaires des allocations familiales, que l'opération de réception des pièces de maintien des droits (**certificats de scolarité, médicaux et de non scolarité**) se déroulera du **02 octobre au 31 décembre 2017**, délai de rigueur, dans les différentes Délégations Régionales et Agences de la CNSS.

Par ailleurs, la Direction Générale informe les assurés résidents à **Libreville et Owendo**, que le dépôt de leurs certificats se fera respectivement à la **Délégation Régionale de l'Estuaire et du Moyen-Ogooué (DREMO)** sise à Bikélé et à l'**Agence d'Owendo** située au Port de ladite Commune.

Fait à Libreville, le 21 Septembre 2017.

LE DIRECTEUR GENERAL

Dr. Nicole ASSELLE

Boulevard de l'Indépendance • B.P. : 04 Libreville - Gabon • Tél : 01 75 12 00 • Fax : 01 74 64 25 • www.cnss.ga • Centre d'appels : 402


